

Norvège

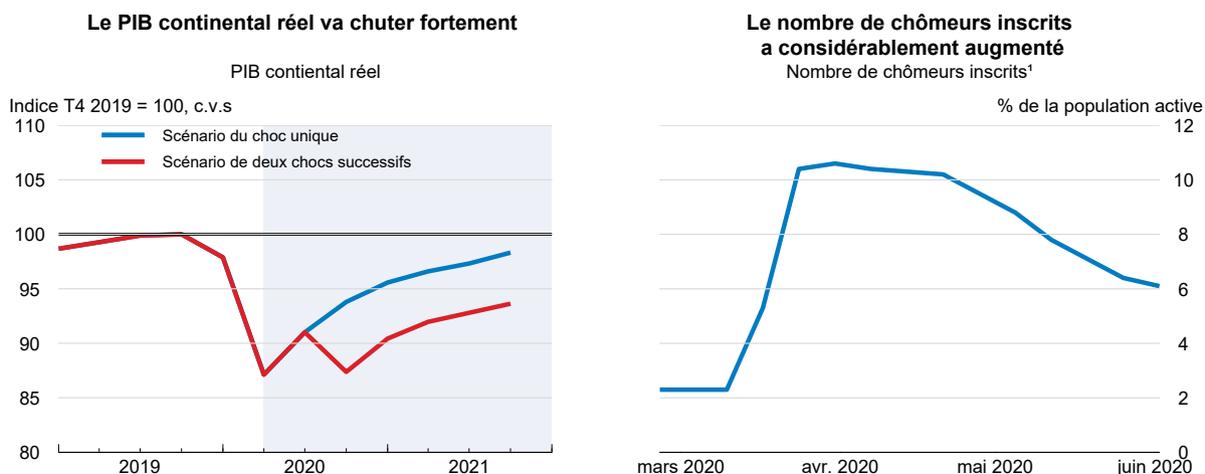
On prévoit que le PIB de la Norvège continentale chute de 8.7 % en 2020 en cas de second épisode de contamination en fin d'année associé à un arrêt de l'activité économique (scénario de deux chocs successifs) et de 7 % si ce n'est pas le cas (scénario du choc unique). La reprise sera lente dans les deux scénarios et la production ne retrouvera pas son niveau antérieur à la crise du COVID-19 à la fin de 2021. De même, le chômage ne retombera pas à ses niveaux d'avant la crise. Une forte hausse du déficit budgétaire de la partie continentale de la Norvège nécessitera un tirage substantiel sur le fonds souverain. La faiblesse de la demande freinera les prix à la consommation.

La riposte monétaire et budgétaire à la pandémie de COVID-19 a été rapide et il reste possible de prendre de nouvelles mesures le cas échéant. Il faut maintenir fermement la règle budgétaire qui lie le déficit de la Norvège continentale au rendement du fonds souverain, car elle laisse une grande marge de manœuvre pour doper la reprise tout en fixant une orientation budgétaire à long terme. En outre, il faut se garder de retirer trop lentement les mesures d'aide aux entreprises. Parallèlement, le choc sur le marché pétrolier donne peut-être l'occasion de poursuivre la transition vers une économie verte.

La levée des mesures de confinement a commencé en avril

En Norvège, les premiers cas de maladie à COVID-19 ont été recensés fin février et les transmissions se sont rapidement multipliées à partir de ce moment. Globalement, l'ampleur de la pandémie a été limitée par rapport à d'autres pays malgré le nombre élevé de personnes présentant un haut risque à cause de leur âge – presque 20 % de la population a au moins 65 ans.

Norvège



1. Les données relatives au chômage déclaré incluent le chômage technique.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; et Administration norvégienne du travail et de la protection sociale (NAV, Nye arbeids- og velferdsetaten).

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139803>

Norvège : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
Norvège: scénario de deux chocs successifs						
PIB continental aux prix du marché¹	2 691.6	2.0	2.2	2.3	-8.7	1.5
PIB total aux prix du marché	3 098.1	2.3	1.3	1.2	-7.5	1.3
Consommation privée	1 411.4	2.2	1.9	1.5	-11.9	2.0
Consommation publique	754.7	1.9	1.4	1.7	3.3	2.5
Formation brute de capital fixe	780.8	2.6	2.8	6.1	-16.1	0.7
Demande intérieure finale	2 946.9	2.3	2.0	2.8	-9.1	1.8
Variation des stocks ²	89.9	0.2	0.1	-0.2	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	3 036.8	2.4	2.1	2.4	-9.2	1.7
Exportations de biens et services	1 098.6	1.7	-0.2	1.5	-7.8	0.1
Importations de biens et services	1 037.3	1.9	1.9	5.2	-12.3	1.4
Exportations nettes ²	61.3	0.0	-0.7	-1.1	1.5	-0.4
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.0	5.8	-0.6	-1.1	0.5
Indice des prix à la consommation	—	1.9	2.7	2.2	0.6	0.6
IPC sous-jacent ³	—	1.7	1.2	2.6	2.0	0.7
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.2	3.8	3.7	6.3	5.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	5.0	7.8	6.4	-2.4	-0.1
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	44.9	45.8	46.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	4.7	7.1	3.9	1.7	0.9

1. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138473>

Les principales mesures visant à enrayer la propagation de la maladie à COVID-19 ont été adoptées le 12 mars. Il s'agissait notamment de la fermeture des établissements scolaires ainsi que de l'arrêt obligatoire ou de restrictions importantes de l'activité dans le secteur des services et des voyages. En outre, des règles de distanciation sociale ont été instaurées et le télétravail a été fortement encouragé. La levée des restrictions a commencé le 20 avril par la réouverture des établissements scolaires, suivie de celle des secteurs professionnels où les contacts de proximité sont fréquents, comme les physiothérapeutes et les coiffeurs.

L'économie s'est contractée sensiblement

La crise du COVID-19 provoque un autre choc économique sous l'effet de l'effondrement de la demande et des cours mondiaux du pétrole. Le gouvernement norvégien a d'ailleurs imposé un calendrier de plafonnement de l'extraction de pétrole dans le cadre d'un effort coordonné des pays producteurs afin de limiter l'offre. La crise a d'abord entraîné une dépréciation de plus de 15 % du taux de change de la couronne norvégienne contre l'euro, et l'indice de la bourse norvégienne (Oslo All Share Index) a reculé de quelque 30 %. Ces mouvements de baisse ne se sont inversés que partiellement. La valeur en couronnes du principal fond souverain norvégien est restée comparativement stable, car l'incidence de la

Norvège : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de NOK	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2017)				
Norvège: scénario du choc unique						
PIB continental aux prix du marché¹	2 691.6	2.0	2.2	2.3	-7.0	4.9
PIB total aux prix du marché	3 098.1	2.3	1.3	1.2	-6.0	4.7
Consommation privée	1 411.4	2.2	1.9	1.5	-9.9	6.2
Consommation publique	754.7	1.9	1.4	1.7	3.3	2.5
Formation brute de capital fixe	780.8	2.6	2.8	6.1	-14.0	7.1
Demande intérieure finale	2 946.9	2.3	2.0	2.8	-7.6	5.4
Variation des stocks ²	89.9	0.2	0.1	-0.2	-0.3	0.0
Demande intérieure totale	3 036.8	2.4	2.1	2.4	-7.7	5.2
Exportations de biens et services	1 098.6	1.7	-0.2	1.5	-6.1	3.6
Importations de biens et services	1 037.3	1.9	1.9	5.2	-11.0	5.0
Exportations nettes ²	61.3	0.0	-0.7	-1.1	1.6	-0.5
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	–	4.0	5.8	-0.6	-1.1	0.8
Indice des prix à la consommation	–	1.9	2.7	2.2	0.8	1.3
IPC sous-jacent ³	–	1.7	1.2	2.6	2.0	1.2
Taux de chômage (% de la population active)	–	4.2	3.8	3.7	5.9	4.6
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	–	5.0	7.8	6.4	-1.4	1.4
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	–	44.9	45.8	46.9
Balance des opérations courantes (% du PIB)	–	4.7	7.1	3.9	1.7	0.9

1. PIB non compris le pétrole et la marine marchande.

2. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138492>

chute des cours internationaux des actions a été en grande partie compensée par la dépréciation de la monnaie nationale. S'agissant du marché du travail, le taux de chômage a bondi lors de l'introduction des mesures de confinement, surtout en raison des demandes d'indemnisation des travailleurs mis en chômage technique. On commence à mesurer l'ampleur de l'effet initial de la pandémie sur la production, les premières estimations indiquant que le PIB de la Norvège continentale a reculé de 14 % entre la première et la seconde moitié du mois de mars. Parallèlement, on observe de premiers signes de reprise économique maintenant que les mesures de confinement ont été assouplies. Le taux de chômage, par exemple, fléchit assez rapidement.

Les mesures de riposte ont été substantielles

La Norges Bank a soutenu les secteurs économique et financier en abaissant son taux d'intérêt directeur et en injectant des liquidités. En vertu de la règle budgétaire, l'objectif quantitatif doit être atteint « au fil du temps », ce qui donne de la flexibilité en permettant un creusement du déficit budgétaire de la Norvège continentale en réaction à une récession. L'importance relative du secteur public norvégien, l'universalité du système de protection sociale et la fiscalité élevée qui en résulte assurent une importante stabilisation automatique en cas de contraction de l'économie. En outre, de nombreuses initiatives ont été prises, qui devraient augmenter le déficit budgétaire structurel de la partie continentale du pays en 2020 d'environ 5 % de son PIB tendanciel. S'agissant des ménages, il s'agit de reports d'impôts, d'une hausse temporaire de la durée et du montant des allocations de chômage ainsi que d'aides à l'intention des travailleurs indépendants. Concernant les entreprises, le gouvernement est intervenu rapidement pour

verser les salaires des travailleurs licenciés temporairement, apporter un soutien financier permettant de couvrir les coûts fixes, réduire les cotisations sociales et accorder des garanties de crédit. Une aide ciblée sur un grand nombre de secteurs a été annoncée, en particulier le transport aérien et le pétrole.

Le redressement de la production et de l'emploi sera lent

Les projections reposent sur l'hypothèse que les mesures de confinement du printemps 2020, lorsqu'elles étaient pleinement mises en œuvre, ont fait passer l'activité économique totale à quelque 80 % de son niveau d'avant la crise, surtout en raison d'une réduction dans le secteur des services. Il en est résulté une brutale baisse à court terme de la consommation, de l'investissement et de la demande extérieure. Un second épisode de confinement affaiblirait l'activité au quatrième trimestre de 2020, entraînant une diminution de 8.7 % du PIB annuel. L'inflation des prix à la consommation devrait se modérer dans un premier temps. Le redressement de la production et de l'emploi, qui sera lent, ne suffira pas pour retrouver à la fin de 2021 les niveaux antérieurs à la crise. Si la reprise n'est pas de nouveau interrompue, comme le prévoit le scénario du choc unique, les résultats seront meilleurs au terme de la période visée par les projections. Le solde budgétaire va se dégrader sensiblement en 2020, mais se redressera partiellement en 2021 sous l'effet d'un rebond des recettes fiscales et de la fin des mesures de soutien temporaires.

Les risques resteront élevés. Outre l'éventualité d'une résurgence de l'épidémie de COVID-19, la persistance de bas prix et d'une faible demande de pétrole aurait un effet marqué sur l'économie « offshore » et continentale de la Norvège. Le redressement économique dépendra aussi beaucoup du rythme de la reprise en Europe. Sur les marchés financiers, les inquiétudes d'avant la crise à propos de la stabilité macro-financière, du fait du niveau élevé de l'endettement des ménages, sont encore plus d'actualité.

L'arrêt des mesures de soutien doit avoir lieu au moment opportun

Le soutien de la demande globale sera probablement nécessaire pendant un certain temps et les autorités doivent établir des plans d'urgence dans l'éventualité d'une résurgence de la pandémie de COVID-19. Si le choc initial sur le marché pétrolier se transforme en un recul permanent de la production et de l'exploration, il faudra prendre d'autres mesures pour aider les régions et les secteurs touchés. Elles pourraient être associées à des investissements et à des emplois verts. D'ici là, il conviendra de bien choisir le moment auquel on mettra fin aux mesures de soutien ; si elles durent trop longtemps, les conditions de licenciement et les subventions aux coûts fixes des entreprises, toutes deux très favorables, pourraient commencer à freiner la reprise du secteur productif.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Norvège », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/34ae4251-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.